



Répression . Des émeutes contre le Président ont fait deux morts et 120 blessés, vendredi dans la capitale.

Après le Burkina Faso en Afrique de l'Ouest, voilà l'Ouganda qui s'enflamme, à des milliers de kilomètres, dans la région des Grands Lacs. Vendredi, des émeutes ont fait au moins deux morts et 120 blessés à Kampala, la capitale. Au moins 360 personnes ont été arrêtées, par un régime qui ne recule pas devant la répression.

Yoweri Museveni, 66 ans, arrivé au pouvoir en menant une guérilla en 1986, tient son pays d'une main de fer. Ayant bien senti le risque de contagion du printemps arabe, il a fait interdire toute manifestation après sa réélection pour un troisième mandat, le 20 février, avec 68 % des voix. Et fait passer ce message très clair, avant les élections : «Il n'y aura pas de révolution à l'égyptienne ici.»

Inflation. L'opposition, qui crie aux fraudes électorales massives, a renoncé à porter ses contestations devant les tribunaux. Elle a lancé après les élections une nouvelle stratégie, dénommée «Walk to work». Des appels sont lancés à la population pour se rendre au travail à pied, afin de marquer le mécontentement face à l'inflation. L'agitation couve depuis plusieurs semaines dans l'ex-colonie britannique, peuplée de 31 millions d'habitants. L'opposition voulait protester vendredi contre la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants. Son chef, Kizza Besigye, 55 ans, ancien médecin personnel de Yoweri Museveni pendant les années de rébellion (de 1981 à 1986), a été arrêté jeudi pour la quatrième fois en un mois. Il a pris un avion vendredi pour le Kenya, où il doit se faire soigner. Sévèrement tabassé par la police, qui a brisé les vitres de sa voiture et l'a aspergé de gaz lacrymogène, il aurait perdu la vue, selon son entourage.

Les images de l'arrestation violente de Kizza Besigye ont été diffusées sur Internet, amplifiant la colère à Kampala. Le gouvernement a affirmé avoir rétabli l'ordre vendredi, mais le feu couve encore.

Le mécontentement populaire est alimenté par la corruption du régime de Museveni, un président devenu millionnaire à la faveur d'une politique extérieure hautement militaire. Il a d'abord abrité et armé la rébellion du Front patriotique rwandais (FPR) de Paul Kagamé, arrivé au pouvoir au Rwanda après le génocide des Tutsis, en 1994.

Soutien actif. Dans la foulée, il a soutenu Laurent-Désiré Kabila, le rebelle congolais qui a fait tomber Mobutu dans l'ex-Zaïre. Puis, s'étant brouillé avec Kabila père, il est passé à un soutien actif aux rebelles de Jean-Pierre Bemba, opposant congolais à Joseph Kabila, au pouvoir à Kinshasa depuis le meurtre de son père en 2001. Actif sur tous ces fronts, Museveni a négligé son pays, qui réclame des perspectives d'avenir.

Sabine CESSOU